

Chèr(e) camarade, chèr(e) collègue,

La section Dordogne de la CGT Finances Publiques souhaite une très bonne année 2020 à l'ensemble des collègues de notre direction locale, ainsi qu'à leurs proches.

Si nous n'avions qu'un seul vœu à formuler pour l'occasion, il serait de faire en sorte qu'enfin les urgences sociales et environnementales soient prises en compte, non en belles paroles, mais en actes. Or, nous n'en prenons guère le chemin...

La boulimie consumériste de nos sociétés occidentales dites développées, poussent chacune et chacun à vouloir toujours posséder un peu plus, sans analyse du bien-fondé et de la nécessité réelle de nos achats. Les firmes dépensent des fortunes pour susciter des « besoins », des envies plutôt, qui nous amènent à consommer, et ainsi, produire toujours plus, sans véritable sens.

Le capitalisme, régime de production de « richesses » fondé sur l'exploitation de nos semblables et de notre planète, dans toutes ses composantes (minerais, eau, biodiversité animale et végétale...), retourne à ses fondements. En effet, le libéralisme, associé par ses affidés à la notion de liberté, et improprement connoté positivement, ne produit que sur-exploitation des ressources naturelles, des êtres humains, et déficit de démocratie. Ainsi, nous nous retrouvons, encore une fois depuis la loi El Khomri, dans une situation où une majorité de nos concitoyens risque se faire imposer une réforme qu'elle rejette très majoritairement, malgré une entreprise de propagande gouvernementale mensongère.

Ce projet dévastateur sur le plan social et économique pour la quasi-totalité des travailleurs, marquerait, s'il était imposé de force, un nouveau recul démocratique à un moment où nos concitoyens veulent que leur parole soit plus qu'entendue, écoutée.

Mais, parés de leur savoir immanent et de leur omnipotence, les premiers de cordée, désireux de préserver l'intérêt général, savent avoir raison contre la majorité. 60 % de nos concitoyens soutiennent le mouvement malgré les présentations médiatiques orientées en faveur de la réforme et contre les « méchants grévistes qui ruinent la France ».

Ne cédon pas aux discours biaisés et aux effets de manche des communicants, ne soyons pas dupes et ne nous laissons pas détourner du fond : il n'existe pas de problème de financement des retraites, le système actuel est un système bien plus solidaire et juste que celui qui nous est promis. Il nous faut l'améliorer pour gommer les inégalités de pensions qui ne sont pas liées intrinsèquement au système actuel, mais aux parcours hachés et inégalités rencontrées durant la vie active.

Ce vendredi 24 janvier, ainsi que les jours d'appel à la mobilisation qui suivront, soyons plus que solidaires du mouvement : soyons grévistes et manifestants, jusqu'à l'obtention du retrait du projet. La négociation qui s'ensuivra devra nécessairement avoir pour point de départ, les besoins des travailleurs et des retraités.

Olivier DARRIN

Membre de la Commission Exécutive

Article 28, ça vous parle ? Chapitre 1

Dans le cadre de la fusion des services SPF, la direction invite « aimablement » les agents concernés à une réunion... Les agents de Périgueux, inquiets, décident de boycotter ce qu'ils considèrent comme déjà acté. Ils ne souhaitent pas cautionner la destruction de leur service. La direction se déplace alors, pour inviter plus fermement les agents à participer. Devant un second refus, la pression se renforce. L'invitation prend alors des airs de convocation. Dixit la direction, « si l'agent n'est pas satisfait, il peut démissionner et partir travailler ailleurs ».



Article 28, ça vous parle ? Chapitre 2

Quelques jours plus tard, lors du CT, Numérobis donne lecture de l'article 28 du statut de la fonction publique. Ce texte précise que toute convocation à une réunion est obligatoire et que la non-participation peut donner lieu à une retenue d'1/30^{ème} du salaire. Dans sa grande mansuétude numérobis n'appliquera pas cette retenue.

Conclusion : l'invitation devient convocation, pression puis menace...

Moralité : prenez garde aux invitations !



Arnaque ou faux pas ?

Notre direction nous a répété qu'avec la géographie revisitée, désormais rebaptisée NRP (Nouveau Réseau de Proximité), imposée par DARMANIN et nos directions locales, la DGFIP serait davantage présente sur le territoire. Il y aurait donc un réseau DGFIP plus dense en DORDOGNE.

Génial !!!! Mais... non !!!

Début janvier 2020 les premières EFS sont ouvertes. Vos représentants ont donc demandé à faire une visite de ces nouveaux services « DGFIP ». La direction se piège elle-même par sa réponse : « Aucun accord ne pourra être donné pour la visite des EFS, dans la mesure où il ne

s'agit pas d'établissements de la DGFIP ».

La direction aurait-elle présenté un projet sans le comprendre ? Où aurait-elle délibérément menti lors de ses annonces médiatiques ?

Le blues des trésoreries

L'avenir est très sombre pour nos trésoreries. Pourtant plébiscitées par nos contribuables, certaines vont devenir de tristes permanences, avec des jours et des horaires d'ouvertures très restreints. Que devient le service de proximité pour les usagers ? Comment peut-on faire croire aux agents de ces trésoreries qu'ils ne seront pas déplacés d'office ? En dépit des nombreuses motions, pétitions et autres actions, rien n'arrête le rouleau compresseur du gouvernement.

Tout cela peut être démoralisant, pourtant de nombreuses opportunités s'offrent à vous :

- un coup de blues ? Appelez la hotline de soutien psychologique ;
- tout n'est pas perdu, vous pourrez peut-être bénéficier de la prime de restructuration ;
- en dernier recours, pensez à la rupture conventionnelle et son indemnité de départ !

Merci Monsieur le Ministre de nous ouvrir toutes grandes les portes de la sortie !



BULLETIN D'ADHESION

NOM : Prénom :
 Service : N° de tél :
 Grade : Echelon :
 Temps partiel % : OUI NON